

N° AP 23/201

ARRETE

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU PRESIDENT DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE AU SEIN DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT COMMERCIAL DU VAR

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9-2,

VU le Code du Commerce et notamment ses articles L.751-1, R.751-1, et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des Commissions Départementales d'Aménagement Commercial du Var et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale,

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Philippe MAHÉ, Préfet du Var,

VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 portant constitution de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Var,

VU l'arrêté préfectoral n° 2023/47/MCI du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, Secrétaire Général de la Préfecture du Var, Sous-Préfet de Toulon,

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM-SPP-PAU-2023-12 du 18/09/2023 portant désignation des membres de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Département du Var,

CONSIDERANT qu'il convient de nommer plusieurs suppléants au Président afin que sa représentation soit régulièrement assurée en Commission Départementale d'Aménagement Commercial du var,

ARRETE

ARTICLE 1

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, **Monsieur Hervé STASSINOS**, Vice-président de la Métropole, Maire du Pradet, est désigné pour le représenter lors des réunions de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial du Var.

ARTICLE 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé STASSINOS, **Monsieur Robert BENEVENTI**, Vice-Président de la Métropole, Maire d'Ollioules, est désigné pour représenter le Président lors des réunions de ladite Commission.

ARTICLE 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé STASSINOS et de Monsieur Robert BENEVENTI, **Madame Nathalie BICAIS**, Vice-Présidente de la Métropole, Maire de La Seyne-sur-Mer, est désignée pour représenter le Président lors des réunions de ladite Commission.

ARTICLE 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé STASSINOS, de Monsieur Robert BENEVENTI et de Madame Nathalie BICAIS, **Monsieur Arnaud LATIL**, Vice-Président de la Métropole, Maire de Carqueiranne, est désigné pour représenter le Président lors des réunions de ladite Commission.

ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de son affichage au siège de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 6

Madame le Directeur Général des Services de la Métropole TPM est chargée de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au Préfet du Var, Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **05 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke.

02 DEC 1977



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM-SPP-PAU-2023-12 du 18/09/2023
portant désignation des membres de la
Commission départementale d'aménagement commercial du Var**

Le Préfet du Var,

Vu le code de commerce et notamment les articles L. 751-1 et suivants et R. 751-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Vu la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique,

Vu le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial,

Vu le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des Commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitation commerciale,

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Philippe MAHÉ, préfet du Var,

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de Toulon, Monsieur Lucien GIUDICELLI,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023/47/MCI du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon,

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018 portant constitution et composition de la Commission départementale d'aménagement commercial du Var,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2020 portant désignation des membres de la Commission départementale d'aménagement commercial du Var,

Considérant l'arrêté n° AR 2022-1723 du 28 novembre 2022, relatif à la désignation du représentant du président du Conseil départemental au sein de la Commission départementale d'aménagement commercial du Var,

Considérant l'arrêté n° 2021-1656 du 9 septembre 2021 désignant le représentant du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Considérant les désignations confirmées le 3 février 2023 par les représentants des établissements publics de coopération intercommunale au niveau départemental,

Considérant les désignations proposées par l'Association des maires du Var le 13 mars 2023,

Considérant les désignations proposées par la Chambre d'agriculture du Var le 4 avril 2023,

Considérant qu'il convient de procéder au renouvellement de la Commission départementale d'aménagement commercial instaurée par la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 précitée,

Considérant que ces nouveaux membres de droit doivent être désignés par arrêté préfectoral,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le présent arrêté a pour objet le renouvellement des membres de la Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC 83), chargée de statuer sur les demandes d'autorisation d'exploitation commerciale qui lui sont présentées en vertu des dispositions de l'article L. 752-1 du code du commerce.

Article 2 :

Elle peut également être consultée, pour avis, en application de l'article L. 752-4 du code du commerce, lorsque le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, est saisi d'une demande de permis de

construire d'un équipement commercial situé dans une commune de moins de 20 000 habitants et dont la surface de vente est comprise entre 300 m² et 1000 m².

Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut proposer au Conseil municipal ou à l'organe délibérant de cet établissement de saisir la Commission départementale d'aménagement commercial afin qu'elle statue sur la conformité du projet aux critères énoncés à l'article L. 752-6 du code du commerce.

Article 3 :

Cette commission est présidée par le préfet ou son représentant, qui ne prend pas part au vote.

La commission est composée ainsi qu'il suit :

1°/ des sept élus suivants ayant droit de vote :

- a) Le maire de la commune d'implantation ou son représentant ;
- b) Le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont est membre la commune d'implantation ou son représentant ;
- c) Le président en charge du schéma de cohérence territoriale dans le périmètre duquel est située la commune d'implantation, ou son représentant ;
- d) Le président du Conseil départemental du Var ou son représentant ;
- e) Le président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant ;
- f) Un membre représentant les maires au niveau départemental, désigné parmi les personnes suivantes :
 - Monsieur Jean-Claude FELIX, maire de Rocbaron
 - Monsieur Paul BOUDOUBE maire de Puget-sur-Argens
- g) Un membre représentant les établissements publics de coopération intercommunale au niveau départemental désigné parmi les personnes suivantes :
 - Madame Liliane Boyer, maire de la commune du Muy
 - Monsieur Didier Brémond, maire de la commune de Brignoles

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés aux a à g du présent 1°, il ne siège qu'au titre de l'un de ses mandats. Le cas échéant, le ou les organes délibérants dont il est issu désignent son remplaçant pour chacun des mandats au titre desquels il ne peut siéger.

Le mandat des membres désignés au (f) et (g) est de trois ans renouvelables une fois. Il prend fin dès que cesse leur mandat d'élu.

2°/ De cinq personnalités qualifiées :

- a) deux personnalités ayant droit de vote en matière de consommation et de protection des consommateurs ;
- b) deux personnalités ayant droit de vote en matière de développement durable et d'aménagement du territoire ;

Ces personnalités qualifiées sont désignées parmi les personnes suivantes.:

- En matière de consommation et de protection des consommateurs :
 - M. Christian Verbrugge, de l'association UFC Que Choisir
 - M. Patrick Hautière ou monsieur Jean-Paul Champion, de l'association consommation et cadre de vie
- En matière de développement durable et d'aménagement du territoire :
 - Monsieur Pierre Ancelle-Hansen ou madame Annie Combes de l'association vavoise pour la sauvegarde de l'agriculture, de la nature et de l'environnement, ou monsieur Gérard Filiot, de l'association de la ligue pour la protection des oiseaux
 - Monsieur Christian Luyton, architecte urbaniste ou Monsieur Christophe Jatareu-Conte, architecte

c) d'une personnalité sans droit de vote, désignée par la Chambre d'agriculture du Var :

- Monsieur Sylvain Audemard ou Monsieur Philippe Vaché.

Les cinq personnalités qualifiées désignées ci-dessus exercent un mandat de trois ans renouvelables. Si elles perdent la qualité en vertu de laquelle elles ont été désignées ou en cas de démission, de décès ou de déménagement hors des limites du département, leur remplaçant est désigné, sans délai, pour la durée du mandat restant à courir.

Lorsque la zone de chalandise du projet dépasse les limites du département, le représentant de l'État détermine le nombre d'élus et de personnalités qualifiées de chacun des autres départements concernés appelés à compléter la commission.

Article 4 :

Pour chaque demande d'autorisation, un arrêté préfectoral fixe la composition de la commission.

Les élus mentionnés à l'article 3 du présent arrêté ne peuvent être représentés que par un membre de l'organe délibérant qu'ils président.

Aucune personne ne peut siéger au sein de la commission à deux titres différents.

Aucun élu de la commune d'implantation ne peut siéger en une autre qualité que celle de représentant de sa commune. Lorsqu'un projet est envisagé sur le territoire de plusieurs

communes, est considérée comme commune d'implantation la commune sur le territoire de laquelle est prévue la construction ou la modification des surfaces de vente les plus importantes.

Lorsque la zone de chalandise dépasse les limites du département, le préfet détermine et désigne, pour chacun des départements concernés et dans la limite de 5 membres pour ce qui concerne les élus et de 2 membres pour les personnes qualifiées, le nombre de personnes appelées à compléter la commission.

Sur proposition du préfet de chacun des autres départements concernés, le préfet du département de la commune d'implantation désigne les membres mentionnés à l'alinéa ci-dessus.

Aucun élu d'une commune située dans la zone de chalandise du projet ne peut siéger en qualité de personnalité qualifiée.

Article 5 :

La commission entend le demandeur et éventuellement, à son initiative ou sur demande écrite au secrétariat de la commission, toute personne dont l'avis présente un intérêt pour l'examen de la demande dont elle est saisie.

Article 6 :

Tout membre de la commission remplit un formulaire relatif aux fonctions et mandats qu'il exerce, à ceux qu'il a exercés dans les trois années précédant sa désignation, ainsi qu'à ses intérêts au cours de la même période.

Aucun membre ne peut siéger s'il n'a remis au président de la commission ce formulaire dûment rempli ou s'il a omis de mentionner des intérêts, fonctions ou mandats.

Aucun membre ne peut délibérer dans une affaire où il a un intérêt personnel ou s'il représente ou a présenté une ou des parties.

Les membres de la commission sont tenus de garder le secret tant sur les délibérations que sur les documents dont ils ont eu connaissance à l'occasion de leurs fonctions.

Article 7 :

La commission ne peut délibérer que si au moins la majorité de ses membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé à une seconde convocation de la commission dans les conditions fixées par l'article R. 752-15 du code du commerce.

Article 8 :

La commission départementale d'aménagement commercial autorise les projets par un vote à bulletins nominatifs, à la majorité absolue des membres présents.

Article 9 :

L'instruction et le secrétariat des demandes d'autorisation d'exploitation commerciale sont effectués par les services déconcentrés de l'État (Direction départementale des territoires et de la Mer du Var).

Article 10 :

Le procès-verbal de la réunion de la commission est adressé dans le délai d'un mois à chaque membre de la commission et aux services instructeurs de l'État.

Article 11 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2020 portant désignation des membres de la commission départementale d'aménagement commercial du Var.

Article 12 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 13 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Var est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Fait à Toulon, le

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

LUCIEN GIUDICELLI